

AGORA

2017 DE
BIENNALE BORDEAUX

UN PAYSAGE URBAIN, COMESTIBLE ET SAUVAGE ? AGRICULTURE URBAINE OU URBANISME AGRICOLE ?

Vendredi 22 septembre 2017

Modérateur : Arnaud PAILLARD.

PARTICIPANTS :

Laure PLANCHAIS, paysagiste-urbaniste, grand prix national du Paysage 2012,
Augustin ROSENSTIEHL, architecte et fondateur du laboratoire d'urbanisme agricole,
Anouk LEGENDRE, architecte, agence X-TU,
Rémi JANIN, paysagiste et agriculteur, fondateur de la Fabrique d'architecture agricole.

LA SÉANCE EST OUVERTE À 15 HEURES 05

Arnaud PAILLARD : Nous allons évoquer plusieurs questions : celle de la coupure entre les espaces urbains et les espaces agricoles, celle du désir de retourner à la nature, comme le disait Edouard FRANÇOIS. Pour en parler, nous avons rassemblé des architectes et des paysagistes : Laure PLANCHAIS paysagiste, Anouk LEGENDRE architecte, qui a fondé l'agence X-TU et a dessiné la Cité du Vin, Augustin ROSENSTIEHL, architecte, fondateur du Laboratoire d'Urbanisme Agricole et Rémi JANIN, architecte et paysagiste, fondateur de la Fabrique d'architecture agricole.

Laure PLANCHAIS, vous êtes paysagiste, diplômée de l'école de Versailles et vous avez reçu le Grand Prix National du Paysage en 2012. Parmi vos réalisations, on compte beaucoup de projets urbains, d'espaces naturels, notamment en Bretagne, où vous avez une agence.

Vous souhaitez clarifier quelques termes. Le terme d'agriculture urbaine est devenu un peu « fourre-tout » et nous le retrouvons pour de grands projets urbains comme « Réinventer la Seine » ou « Réinventer Paris ». Qu'est-ce que l'agriculture urbaine ? Cela recouvre des réalités assez différentes et vous ne croyez pas vraiment à cette tendance de réintroduire la nature de façon homéopathique en ville. Comment voyez-vous l'agriculture urbaine aujourd'hui en tant que paysagiste ?

Laure PLANCHAIS : Tout d'abord, je voudrais vous remercier d'avoir invité des agriculteurs sur les 3 débats de l'après-midi. Cela me semble important que, dès qu'on utilise le terme « agriculture », il y ait des agriculteurs. Je voudrais rappeler aussi que la France est un des plus grands pays exportateurs mondiaux au niveau agricole, que la FAO considère qu'il faut à peu près 1 000 m² par habitant pour être autosuffisant sur le plan alimentaire. Ces 1 000 m² recouvrent l'ensemble de la production : fruits et légumes, céréales, viandes et autres. Pour donner des éléments de comparaison, nos amis Suisses, qui ont une région très montagneuse, n'ont que 500 m² par habitant lorsqu'en France, nous avons 5 000 m² de surfaces agricoles utiles. Nous pouvons donc accueillir beaucoup de réfugiés avant de mourir de faim.

Le terme « agriculture urbaine » recouvre des vocables très différents. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur le sujet. Le problème de sémantique est majeur. C'est vrai qu'on assiste actuellement à une demande très, très forte en termes de jardinage. Les français jardinent de manière plus ou moins intense. Cette demande est intéressante car elle dépasse les clivages sociaux et générationnels. C'est un phénomène de société que notre ami TRUFFAUT, qui expose Place de la Bourse, a bien compris puisque c'est un marché très intéressant d'un point de vue économique. C'est aussi une demande nature, et il faut veiller à ne pas mélanger l'agriculture et la nature, c'est antinomique. Je ne vois pas ce qu'il y a de naturel quand on a des tomates en culture hydroponique.

Je préfère employer le terme de jardinage parce que cela regroupe des enjeux de fermes pédagogiques, de surfaces sur lesquelles nous pouvons nous faire plaisir à cultiver. Je ne vois pas l'intérêt des cultures hors-sol, je vois seulement l'exploit économique.

Il faut se poser la question de ce qu'est l'autosuffisance, en fruits et en légumes, pour les agglomérations françaises. Il y a 15 agglomérations françaises que j'ai classées des plus peuplées aux moins peuplées et en indiquant en rouge l'agriculture. Le carré à côté correspond à la surface théorique en fruits et légumes pour être autosuffisant. On voit immédiatement le souci qui se pose à toutes les métropoles.

Arnaud PAILLARD : On parle du périmètre politique, en fait.

Laure PLANCHAIS : Du périmètre administratif. Je m'arrêterai sur l'avant-dernière métropole. J'exerce à Paris et à Brest donc j'ai la chance d'exercer dans l'endroit où on a le plus faim, Paris. Brest, en revanche, est la seule métropole théoriquement autosuffisante en fruits et légumes. Je dis bien « théoriquement ».

On note une demande très forte à Paris, qui émane des cadres surmenés qui ont l'impression de faire partie des locavores et des exploits technologiques du moment, - « l'exploit » des tomates en hydroponie date au moins des années 1950. Cette demande émane aussi des urbains qui ne connaissent plus la campagne et qui fantasment sur la nature et la campagne en pleine ville. Il est intéressant, je trouve, que ce phénomène touche aussi les ruraux, en demande d'agriculture, alors qu'ils en sont déjà entourés. Je viens de terminer un aménagement sur lequel 60 % des gens qui ont des parcelles en jardins partagés sont eux-mêmes déjà propriétaires d'une maison

avec un jardin. Il y a une demande sociale très forte qui pose des questions de société sur lesquelles il est intéressant de se pencher. Brest est la seule métropole où, théoriquement, on mange à peu près à sa faim. Je ne parlerai pas des conditions puisqu'on est en plein dans l'agriculture industrielle. Néanmoins, il y existe un milieu associatif qui est au moins aussi présent qu'à Paris. Je rappelle quand même que Paris a un PLU et des directives très fortes pour favoriser l'agriculture urbaine, et en parallèle, dans toutes les crèches où il y a un petit jardin potager, il est demandé de remplacer la terre tous les ans.

A Bordeaux, je pense qu'il y a un vrai souci sur les terrains hors-sol qui, même s'ils arrivent à produire, sont des investissements assez onéreux. Cela coûte beaucoup plus cher que la pleine terre et ils sont tributaires d'un entretien qui est tout aussi onéreux. Parler de ce type d'expérience sur du HLM, au vu des coûts, n'est pas une solution. On aura très vite de la friche d'agriculture urbaine.

Arnaud PAILLARD : Peut-on atteindre la rentabilité économique sur ces parcelles d'agriculture urbaine ? Il y a certaines expériences en cours, je pense à TOPAGER ou AGRIPOLIS, qui ne sont pas encore rentables, mais disent que c'est possible avec des surfaces suffisantes sur des toits.

Laure PLANCHAIS : L'équation est la suivante : qui dit agriculture, dit agriculteur et être agriculteur, c'est être sur son lieu d'exploitation. Quand je vois les prix à Paris pour se loger, je doute que ce soit viable avec un revenu d'agriculteur. Il est toujours possible de subventionner, certes, mais cela pose des questions de fond. Pour en revenir à Bordeaux, c'est intéressant de voir qu'au-delà des limites administratives, nous ne mourons ni de faim ni de soif. Je ne vais pas obliger les agriculteurs bordelais à se transformer en maraîchers.

Arnaud PAILLARD : Je crois qu'il y a une vallée maraîchère à Bordeaux.

Laure PLANCHAIS : En pleine ville, il faut regarder qui sont les dépositaires de l'espace de pleine terre. Il y a quelques agriculteurs, il y a tous les propriétaires fonciers privés. Vous voyez en bleu, les surfaces occupées par tout ce qui est services de la ville ; en vert, toutes les parcelles privatives puisque, que ce soit en habitat ou d'un point de vue économique, les activités ont très souvent des espaces de pleine terre.

La question de la qualité de ces sols se pose notamment en situation urbaine où ils sont très pollués. Vous me posiez la question de la rentabilité de l'agriculture urbaine, je préférerais parler d'agriculture périurbaine. Nous avons des exemples comme la ferme de GALLY, dont le propriétaire est Xavier LAUREAU. L'enjeu, pour pouvoir lutter contre l'étalement urbain, est d'avoir des produits à forte valeur ajoutée et de s'adapter à la clientèle locale.

Je me permettrais un petit clin d'œil car j'ai passé 4 ans à étudier le paysage urbain comestible, notamment dans le Potager du Roi. Le paysage comestible n'est pas quelque chose de nouveau. C'est un grand classique. Je pense à la ceinture urbaine, au

Marais à Paris. Certes, ces zones reculent mais de là à les réintroduire en centre-ville, je doute de l'intérêt, hormis dans des dimensions patrimoniales.

Je rappelle l'importance de la recontextualisation des débats. Dès que nous évoquons une situation locale, nous sommes renvoyés à l'humanité qui va bientôt compter 9 milliards d'humains et quand nous parlons du global, nous sommes renvoyés à des situations locales. L'agriculture est un phénomène hautement culturel, fortement lié au climat, aux sols et à la géologie. Je vous ai remis des cartes, qu'on a tous eues dans nos cahiers de collège, pour souligner que chaque région a ses spécificités. Elles ont une valeur fondamentale car on ne peut pas faire tout et n'importe quoi partout. Ces spécificités de territoires se heurtent aussi à la question de l'alimentation des urbains. J'ai vu que vous aviez le dernier numéro de la revue « URBANISME » où il y a un dossier très bien fait qui consacré à ce sujet.

Il existe des situations d'agriculture urbaine assez anciennes comme les Hortillonnages d'Amiens. Au début de la Seconde Guerre mondiale, les Suisses ont mis en place le Plan Wahlen, visant à l'autosuffisance alimentaire en cas de conflits, en périphérie de Genève. Pendant la guerre, Londres est devenu un vaste potager urbain.

Les paysagistes se sont beaucoup inspirés des motifs agricoles, ont utilisé des techniques agricoles, ont travaillé avec les agriculteurs dans un souci d'économie de gestion du territoire. Les premiers exemples ont concerné toutes les expériences d'agriculture alternative qui se sont faites dans les parcs naturels régionaux et progressivement, avec des éléments phares, tels que le Parc du SAUSSET de Michel CORAJOUR dans les années 1980, le Parc de la DEÛLE à Lille. Nous avons assisté à des situations très hybrides entre monde du paysage et monde des architectes. Nous connaissons aussi des cas de paysagistes devenus agriculteurs.

Nous assistons à des paysages hybrides, comme avec ces bassins de rétention dans une gestion agropastorale. Les frontières sont floues, tout comme en urbanisme, donc je tâcherai de vous éviter les acronymes. Il faut savoir que les outils de l'urbanisme planificateur sont maintenant très efficaces. Le Grand Lyon les utilise notamment dans la Plaine des Chères pour garder et préserver de la terre agricole. Je vous montre un exemple de projet de smart city sur lequel j'ai travaillé, pour lequel, à l'échelle du quartier, s'est posée la question de l'autosuffisance en fruits et légumes. Cela fonctionne bien à l'échelle du quartier, mais en allant à l'encontre de la densité, qui par ailleurs, est très demandée en ville.

Avec cette première approche, vous aurez compris que je suis en dehors de la pensée commune sur l'agriculture urbaine.

Arnaud PAILLARD : Nous avons vu comment les paysagistes pouvaient se saisir de cette question agricole ; qu'en est-il des architectes? Je pense que le point de vue pourrait diverger. Nous avons vu avec Laure PLANCHAIS que l'agriculture hors-sol n'était pas nécessairement une solution nouvelle. Des initiatives d'agriculture hors-sol fleurissent pourtant sur les toits, j'ai parlé de TOPAGER, d'AGRIPOLIS, de l'aéroponie sur les toits. Anouk LEGENDRE, votre ambition, dans vos projets, est de remettre du vert dans la

ville, de construire des bâtiments qui ne soient plus seulement passifs, mais actifs, de faire une cité productive et plus seulement consommatrice. Comment réagissez-vous à ces propos et comment, par exemple, avec votre projet ALGONOMADE, répondez-vous à cette demande d'intégrer l'agriculture dans l'architecture ?

Anouk LEGENDRE : Nous pensons que les habitants ont été les premiers à s'emparer de cette question, avant les architectes. Édouard FRANÇOIS parlait plus tôt du désir des jardiniers et même des habitants qui ne jardinent pas. C'est très important. À Paris, par exemple, une révolution est en cours et elle passe par la conquête des toits. Cela ne se limite pas à Paris : les toits verdissent également à Hong Kong, et à grande vitesse. Nous-mêmes, dans notre quartier, nous sommes témoins de ce mouvement, les habitants s'emparent des toits autour d'eux. Au-delà des questions d'alimentation, de rentabilité, il existe un plaisir à conquérir de nouveaux lieux, faire pousser une plante, manger ce qui pousse. Ce n'est pas une question de production, c'est une question de façon d'être. C'est aussi une question de prise de position des habitants par rapport à l'espace. La conquête des toits peut se faire de façon low tech, des systèmes technologiques ne sont pas requis. Par exemple, sur cette façade, la végétation a poussé sans que quiconque s'en soit vraiment occupé. C'est important parce que les architectes ont pour mission de loger des gens. Cela fait des dizaines d'années que nous les logeons dans des cases. En organisant le patrimoine, la ville, les gens se retrouvent finalement enfermés dans des cases. Les réglementations elles-mêmes parlent de « cellules de vie ». Nous sommes enfermés, autant dans l'espace que dans nos têtes, puisque nous ne pouvons pas agir nous-mêmes sur l'environnement en dehors de ce dont on a acquis la propriété. En conséquence, c'est un acte très fort de conquérir une partie de la ville, de conquérir les toits, même avec des moyens simples pour cultiver des légumes dans des cageots. C'est fort car cela permet aux habitants de sortir de la case dans laquelle ils ont été enfermés. Notre société moderne a besoin d'une autre attitude avec laquelle les gens osent faire des choses sur leur environnement, leur cadre de vie, leur société.

Les architectes sont arrivés après cela. Les « Réinventer Paris », les « Réinventer la Métropole » sont intéressants parce que cela a permis de faire des démonstrateurs. Des bâtiments comme celui-ci ont d'abord été construits pour exposer la biodiversité dans la ville, pour cultiver les micro-algues et *in fine*, transformer l'industrie chimique en une industrie biologique, ou en une culture biologique qui va s'emparer des murs de la ville.

Arnaud PAILLARD : Pouvez-vous détailler ce projet de micro-algues ?

Anouk LEGENDRE : A l'intérieur des vitrages d'une façade, nous mettons de l'eau et du plancton. Celui-ci va pousser et va permettre de fabriquer de l'alimentation, des médicaments, des produits, qui jusqu'à présent sont fabriqués par la chimie de synthèse, à partir des pétroles. L'idée est de supprimer et de venir concurrencer l'industrie chimique pour la remplacer par de la biologie. C'est aussi une prise de possession de l'espace et une réflexion sur comment faire participer la ville à quelque chose qui est une petite révolution par rapport à la suprématie de la chimie sur notre monde.

C'est aussi une réflexion sur le bâtiment. Avec « Réinventer la Seine », « Réinventer la Métropole », cette question s'élargit à l'échelle du quartier qui devient support du végétal. Par exemple, dans certains projets, le but est de produire sur place, dans la ville, pour ensuite organiser des marchés auxquels les habitants vont être associés. A Éole-Évangile, il existe un site multicouche où les habitations et les habitants sont parties prenantes financièrement dans un marché, où il existe une production locale avec des start-ups et des agriculteurs, où il y a un travail de commercialisation. Les habitants ont leur mot à dire. Finalement, la façon de travailler des architectes évolue. Avant, nous construisions des bâtiments ; maintenant, nous concevons des écosystèmes avec des agriculteurs, des maraîchers, des start-ups et beaucoup de gens. Cela devient un écosystème social.

Ensuite, nous nous apercevons, avec les grands démonstrateurs demandés à l'échelle macro-urbaine, avec « Réinventer la Seine », « Réinventer la Métropole », qu'il faut une prise de position encore plus forte. Par exemple, dans « Réinventer la Seine », il y a avait une demande pour urbaniser une ancienne usine des eaux à Ivry. Nous nous sommes demandés : pourquoi acceptons-nous d'urbaniser ce site ? Ce n'est pas parce que nous sommes architectes que nous devons accepter cela. Pourquoi ne pas aller plus loin et construire en haute densité où il n'y a pas de bassins ? Pourquoi ne pas plutôt libérer les bassins pour que tout le monde en profite, ne pas faire venir les agricultures, les éleveurs, les pisciculteurs pour s'emparer du site et créer un grand espace public et collectif, un parc de loisirs qui est aussi agricole ? Nous avons donc proposé un projet où nous construisions de façon dense à un endroit pour laisser les bassins libres. Notre projet n'a pas été retenu et le lauréat avait soutenu un projet qui ne libérait pas les bassins. Peut-être une autre fois...

Arnaud PAILLARD : Le projet lauréat réutilise les bassins aussi.

Anouk LEGENDRE : Oui, mais il a quand même construit 80 % de la surface. Ce n'est pas la même attitude. L'étalement urbain est en question : dans le futur, on ne peut plus laisser les villes s'agrandir au détriment des territoires agricoles. C'est un scandale. Nous sommes chanceux en Europe d'avoir un climat qui offre des paysages fertiles, mais nous les laissons s'urbaniser.

Arnaud PAILLARD : À ce sujet, il me paraît contradictoire de grappiller chaque mètre carré en centre-ville pour construire tout en artificialisant les sols arables, comme EUROPACITY par exemple. Qu'en pensez-vous ?

Anouk LEGENDRE : Je crois que personne ici ne va dire qu'EUROPACITY est vertueux. Ce sont les terres les plus fertiles du monde. EUROPACITY est un projet qui a commencé à une certaine période et les temps changent. Peut-être qu'apparaîtront dans « Réinventer la Métropole » d'autres types de projets. Le cas d'EUROPACITY n'est pas isolé : c'est toute la question de « Réinventer la Métropole ». Que faire de ces territoires fertiles ? Faut-il les urbaniser ? Je pense que d'autres façons d'urbaniser, de valoriser l'agriculture apparaîtront. C'est une période charnière où, peut-être, l'EUROPACITY de demain ne sera pas comme celui d'aujourd'hui.

Arnaud PAILLARD : Il existe une tension entre densifier les espaces existants, donner un « choc d'offres en logements » pour reprendre les mots du Gouvernement et d'un autre côté, garder les terres arables qui sont très proches des lieux de consommation. On parle du triangle de Gonesse. S'agit-il d'une tension entre offrir du logement et conserver des terres arables aux portes de Paris ?

Anouk LEGENDRE : Oui. Nous pensons que le futur sera dans la densité : il va falloir densifier les villes pour qu'elles ne s'étalent pas. Pour cela, il faudra qu'elles soient supportables, ce qui n'est pas le cas. Les gens ont besoin de voir des plantes, de voir de la nature, d'être dehors et ne pas être enfermés chez eux. Il faut inventer – et les architectes sont là – de nouvelles formes de villes, d'urbanisation, pour permettre aux gens de jardiner, de laisser la nature entrer dans la ville. Les agriculteurs ont un grand rôle à jouer pour que demain, peut-être, la ville soit cultivée.

Arnaud PAILLARD : Le végétal rendra vivable la densité.

Anouk LEGENDRE : Oui. La densité sera notre seule possibilité pour des raisons énergétiques et parce que l'agriculture aura à produire beaucoup plus de choses que ce qu'elle produit aujourd'hui. Aujourd'hui, elle produit de l'alimentation ; demain, elle fabriquera presque tous les matériaux de construction. Les villes ne peuvent plus s'étaler car il y aura une grande concurrence pour les terrains agricoles. C'est une responsabilité mondiale. Tant de pays, de continents n'ont pas de terre fertile. Nous ne pouvons pas laisser faire cela.

Arnaud PAILLARD : Nous voyons à travers cette tension entre le besoin de densification et le besoin de conserver des terres agricoles, une coupure entre les espaces urbains et les espaces ruraux, entre la production de la ville et la production agricole. Augustin ROSENSTIEHL, vous avez répondu à cette coupure de manière un peu iconoclaste en 2005, avec votre arène, avec votre tour vivante. C'était un projet de ferme verticale qui n'a pas été retenu. Vous proposez aujourd'hui de raconter cette coupure entre ruralité et production de la ville de manière un peu renouvelée. Pouvez-vous nous détailler votre point de vue là-dessus ?

Augustin ROSENSTIEHL : Définir l'urbanisme agricole, savoir s'il s'oppose à l'agriculture urbaine, sont des questions qui reviennent énormément en ce moment. Les terres agricoles ont réduit quasiment de moitié depuis un siècle. Cela implique une réduction également de la population agricole. Ce constat alarmant est la base de notre travail collectif en Ile-de-France, avec le laboratoire, l'IAU, l'APUR. Il s'agit de se poser la question de savoir si on peut adopter des postures, créer des cartes, des outils d'aménagement pour déterminer où il est légitime de construire, où il est légitime de cultiver.

C'est difficile d'y répondre car, tout d'abord, le matériel cartographique n'existe pas. Il n'existe pas de carte montrant la valeur agronomique des sols en Île-de-France. Notre travail consiste donc à essayer de comprendre le territoire de l'Île-de-France et

comment ce divorce entre l'agriculture et la ville s'est produit, quels ont été les processus de séparation de ces deux fonctions.

D'une part, nous essayons de comprendre cette décomposition et ensuite, nous travaillons avec Rémi, Xavier LAUREAU, la ferme de GALLY, BIODIVERSITA qui s'occupe des questions de biodiversité, avec des constructeurs pour étudier comment un collectif d'acteurs peut proposer une forme d'urbanisme agricole en Île-de-France.

Je vous raconte brièvement comment cette séparation ville/agriculture peut se comprendre, à travers les 3 grandes influences du 20^e siècle que sont la tradition, le renversement de la modernité et la crise environnementale. Avant la modernité, on distinguait tout ce qui était urbain dans la campagne, tout de ce qui était agricole dans la ville, et aussi tout ce qui était agricole dans la nature. Au début du 20^e siècle, les fonctions urbaines étaient partout autour de la campagne d'Île-de-France. Je veux dire qu'il y avait partout des usines, les champs étaient parsemés de maisons, il y avait une présence humaine extrêmement forte. Toute cette région était donc habitée d'un certain nombre d'éléments urbains, comme par exemple un réseau de transport tram mixte public et de matériel agricole, extrêmement fourni. Il y avait aussi beaucoup de productions en ville et nous avons des images très saisissantes avec, par exemple, des vaches en plein Paris.

Arnaud PAILLARD : La ville était beaucoup moins polarisée à l'époque.

Augustin ROSENSTIEHL : Beaucoup moins polarisée. La nature est, aujourd'hui, d'abord travaillée, quand elle n'est pas cultivée : il y a beaucoup d'activités d'agriculture dans les bois et les forêts. Elle est en recul en période de disette, on la cultive en permanence, elle est très habitée.

Évidemment, le renversement de la modernité a été radical avec, pour conséquence, une réduction totale de la variété et du zonage. Sur cette carte, on voit la conséquence de ce zonage, puisqu'on voit, en noir, l'habitat collectif, et en jaune, l'agriculture francilienne qui est à 90 % une monoculture céréalière. Le vide entre les deux était essentiellement constitué de zones monofonctionnelles, c'est-à-dire de zones d'activités industrielles, d'habitat individuel. La modernité a aussi inventé une nature beaucoup plus diverse. Elle a inventé un concept de nature qui est lié aux loisirs, ce qui n'existait pas avant, et les catégories de nature sont, au contraire, devenues beaucoup plus riches. Nous pouvons penser aux golfs, aux parcs, au sport, etc.

Arnaud PAILLARD : Avant la nature était agricole.

Augustin ROSENSTIEHL : La nature était agricole, voilà. Alors, on voit dans cette carte, en haut, comment les espaces dits naturels, aujourd'hui d'Île-de-France, sont lardés de chemins. Ces chemins sont discontinus dans les zones agricoles.

Enfin, la crise environnementale constitue un renversement et un bouleversement dans la définition de la nature, puisque cela devient une nature, un patrimoine vivant, et presque une nature sans homme. Ces deux grands événements, finalement, ont

successivement privé l'agriculture de ses liens fondamentaux avec la nature, avec l'urbanité, avec les transports, avec le fait que c'est un lieu de destination. Pendant que les sommets de la Terre et toutes les prises de conscience environnementales ont occupé tous les esprits, l'activité agricole en Île-de-France n'a pu prendre que de très faibles mesures. L'agriculture conventionnelle s'est contentée de planter des arbres autour des fermes, alors qu'en ville, la mutation a été très forte. Par exemple, nous avons sur cette image, un immeuble haussmannien qui est une façon traditionnelle d'avoir un rapport avec une nature plutôt symbolique, avec un immeuble de la modernité, qui lui, a un rapport très contemplatif avec la nature. Nous voyons à gauche un immeuble d'Édouard FRANÇOIS qui, lui, fusionne totalement avec la nature, dans une espèce d'attitude biophile de la ville. Finalement, l'agriculture urbaine emboîte le pas à cette tendance biophile. Il y a une déconnexion avec le monde agricole puisque dans ces initiatives, il faut se demander si nous cherchons à cultiver de la nourriture ou la nature.

Arnaud PAILLARD : Vous faites vraiment la différence entre nature et culture agricole, d'une certaine manière.

Augustin ROSENSTIEHL : Nous nous rendons compte que la façon dont on a redéfini la nature explique beaucoup cette séparation. Cela ne nous incite pas à « re-zoner », à refaire des plans d'aménagement qui déterminent là où il faut construire et là où il faut cultiver. Cela nous amène vers une autre question : qui cultive ? Cette carte fantastique du géographe PHILIPPONNEAU est la seule source riche sur l'agriculture en Île-de-France dans les années 1940. Cette carte montre d'abord que la présence des agriculteurs est plutôt très forte dans la première couronne de Paris. La seconde montre la part des étrangers dans la production agricole. C'est très intéressant parce qu'on voit la diversité de la population qui rend cette activité agricole urbaine très riche. Cela soulève deux questions. Tout d'abord, cela pose la question du coût du travail, ce qui permet d'identifier d'où viennent ces étrangers. Ensuite, cela interroge le rapport à la famille. Cela marque l'évolution entre tradition, modernité et crise environnementale puisqu'on est passé d'une agriculture mode de vie, celle du paysan qui travaille et dont les conjoints et toute la famille travaillent à ses côtés, à une profession, agriculteur, qui est confrontée au droit du travail, et se demande comment remplir le différentiel dans les heures de travail. D'ailleurs, dans de nombreuses initiatives d'agriculture urbaine décrites par Laure PLANCHAIS, la main-d'œuvre est souvent assurée par des métiers en insertion, voire des populations en situation de handicap. Cela pose d'autres questions : « Est-ce que les réfugiés pourraient travailler ? Est-ce que la question du travail agricole s'ouvre ? » Aujourd'hui, il n'y a plus que 5 000 agriculteurs en Île-de-France, contre 90 000 en 1900, sans compter les conjoints et les enfants, etc. On peut donc multiplier ce chiffre par 10. Qui va cultiver ?

Pour répondre à ces questions, nous nous tournons plutôt vers la filière.

Arnaud PAILLARD : Vous avez écrit : « la filière agro-urbaine précède le dessin de la carte », qu'entendez-vous par là ?

Augustin ROSENSTIEHL : Les agriculteurs ne peuvent pas tout porter sur leurs épaules, il faut donc envisager une filière beaucoup plus vaste, un collectif de métiers. Par exemple, nous travaillons sur la filière bois.

Arnaud PAILLARD : Le sujet de WOODRISE à Bordeaux la semaine dernière.

Augustin ROSENSTIEHL : Cela suppose planter du bois, le transformer, obtenir des espaces boisés. Les métiers de la ville sont aussi concernés. Ce sont des métiers séparés qui finalement sont concernés par la même chose.

Nous travaillons donc sur la filière bois, sur les grandes cultures, en essayant de ne pas tomber dans les filières agricoles de la PAC. Ce sont plus des filières croisées que des filières agricoles en elles-mêmes.

Arnaud PAILLARD : Passerait-on de l'agriculture à la sylviculture urbaine ?

Augustin ROSENSTIEHL : Voilà. Cela constitue des projets d'urbanisme puisqu'il faut ensuite traduire ceci concrètement dans l'espace public, depuis les lieux de culture, jusque sur les chantiers, en l'occurrence quand avec cette construction bois. Si l'on reprend, nous avons deux grandes questions. Tout d'abord, nous savons que l'agriculture et la biodiversité sont diamétralement opposées puisque les engrais sont partout et se dispersent. Cela favorise le règne d'une minorité d'espèces. On travaille là-dessus avec notre spécialiste de la biodiversité Florent RUPPERT. Les lieux de biodiversité sont vraiment extrêmement réduits, d'ailleurs, ils sont parfois en ville. En revanche, en 1900, alors que le territoire était deux fois plus agricole et qu'on utilisait des engrais, la biodiversité était beaucoup plus riche.

Arnaud PAILLARD : Nous avons commencé en parlant de divorce, comment le résoudre?

Augustin ROSENSTIEHL : Précisément ces filières. Il y a un autre enjeu : l'agriculture conventionnelle, à peu près la majorité de l'activité agricole francilienne, a peu montré sa réaction face à la crise environnementale qui est empêtrée dans des marchés qui se contentaient de planter des arbres autour des fermes. Heureusement, ce n'est pas vrai pour tout le monde et beaucoup de ces acteurs, même conventionnels, ont commencé la reconversion de leur offre. Cela se traduit ainsi : ils n'ont pas vraiment le choix de ce qu'ils cultivent, mais la ferme a commencé à devenir un bâtiment qui s'hybride avec d'autres programmes et à redevenir un lieu de destination. La création des nouveaux transports et les réseaux ferrés, comme on peut le voir sur la carte, ne prennent pas encore vraiment en compte les fermes comme des lieux de destination, puisque vous avez, à droite, les seules fermes d'Île-de-France qui sont desservies, à moins de 15 minutes à pied d'un transport en commun.

Arnaud PAILLARD : Les transports en commun ne prennent pas toujours déjà l'urbanisation en tant que telle donc j'imagine que la prise en compte des fermes est encore plus loin dans la tête des décideurs. Avant de terminer, j'aimerais quand même entendre Rémi JANIN sur cette histoire de coupure entre le monde rural et le monde urbain. Vous dites que la ville se construit aux dépens de l'agriculture. Vous êtes peut-

être le plus agriculteur des paysagistes, diplômé de l'École nationale supérieure de la nature du paysage de Blois et vous vous êtes spécialisé dans les projets agricoles. Vous faites un paysagisme agricole.

Rémi JANIN : Oui, en partie. Je travaille depuis à peu près 10 ans avec mon frère qui est architecte. Nous travaillons principalement sur les questions liées à l'agriculture et à l'espace rural. L'agence est basée sur la ferme familiale, où on a grandi, qui est une ferme d'élevage dans le nord du département de la Loire. L'agence est aussi à Lyon. Nous avons deux positions à la fois : une plus urbaine physiquement, et une plus rurale avec des questionnements autour de l'agriculture, de la ruralité, de l'urbanité. Je suis en train de reprendre cette ferme qui jusqu'ici était tenue par notre mère. C'est une ferme en agriculture biologique depuis 25 ans qui fonctionne aussi entièrement en vente directe depuis presque 30 ans. Cela me permet d'hybrider les deux, paysagisme et agriculture, et d'approcher l'agriculture, aussi par le paysage et par la question ou l'approche spatiale.

Arnaud PAILLARD : Vous approchez l'agriculture par le paysage ou le paysage par l'agriculture ?

Rémi JANIN : C'est un peu les deux. Pour moi, les deux constituent un rapport à l'espace, une manière de construire, de faire de l'espace, de le vivre, de l'habiter, de le pratiquer, de le percevoir et d'y être. La frontière me paraît totalement floue entre ces deux pratiques. Au vu du sujet, il me semble intéressant de parler des campagnes et de parler depuis les campagnes. On aurait tendance à tenir ou à contenir, aujourd'hui, l'agriculture urbaine dans les centres urbains, voire les espaces périurbains, sans finalement dire de quelle manière les campagnes peuvent y participer ou imaginer ce que peut être l'agriculture ou ces futures agricultures. Il faut également constater que l'agriculture, disons plus historique, celle qui fabrique l'essentiel des campagnes, vit une sorte de révolution urbaine sans précédent. Les agriculteurs, dans l'espace rural aussi, sont largement minoritaires et fabriquent encore en grande partie des espaces qui sont pratiqués et vécus par des populations majoritairement extérieures à l'agriculture. Une partie essentielle de l'agriculture se retrouve assez marginalisée ou isolée dans ces espaces, physiquement et culturellement. Dans le même temps, il est évident que l'agriculture participe à la fabrication de sociétés de plus en plus urbaines. Or, plus une société est urbaine, plus elle est nécessairement agricole, au moins en termes de besoins nourriciers. Pourtant, depuis plusieurs décennies, le projet urbain et le projet agricole se sont séparés, se sont isolés, se sont pensés indépendamment l'un de l'autre, alors qu'ils sont totalement liés. Nous avons bien vu que les villes se sont construites sans aucune vision agronomique, se sont déployées sans aucun regard sur les sols fertiles, ou pratiquement aucun. Elles ont, en abandonnant ce regard nourricier, condamné leur propre capacité à se nourrir, leur propre durabilité. La dimension nourricière est indissociable du projet urbain. L'essentiel de l'agriculture s'est aussi pensé de manière assez autonome et a quelque part un peu revendiqué cet isolement des projets et des outils qui lui étaient associés.

Arnaud PAILLARD : Nous parlons de la FNSEA.

Rémi JANIN : Nous parlons de l'agriculture peut-être conventionnelle, oui, c'est sûr. Nous parlons de l'essentiel de l'agriculture qui aujourd'hui tient encore aussi la plupart des outils, des moyens, que cela soit pour la gestion du foncier, des outils d'accompagnement du projet agricole, financier. Ces outils datent des années 1940-1950 et ont été pensés dans un contexte d'après-guerre totalement différent. Ils paraissent aujourd'hui dépassés par rapport aux enjeux actuels, qui sont à la fois, nourriciers, environnementaux et urbains.

Arnaud PAILLARD : La SAFER participe aux projets urbains, par exemple en Île-de-France, dans le cadre du Grand Paris Express. Des formes d'hybridation apparaissent.

Rémi JANIN : Il commence à y avoir des dialogues entre ces deux projets. J'ai le sentiment que l'urbanisme agricole serait avant tout une manière de vraiment se faire rencontrer le projet agricole et le projet urbain, forcément communs, et de penser la ville à partir de l'agriculture, à partir de cette dimension nourricière. Aujourd'hui, ce cloisonnement, ce zonage subsistent. Il y a une séparation des pensées agricoles, urbaines, des fonctions. Il est crucial aujourd'hui d'arriver à faire en sorte que le vivant devienne totalement transversal dans la pensée urbaine et dans la pensée agricole. Cette hybridation doit avoir lieu dans les espaces urbains, périurbains, l'espace rural, les campagnes. Il faut que les deux participent d'un même projet et d'une même vision, qui ensuite se décline en fonction du contexte et des particularités. Il faudrait arriver à un projet urbain et agricole transversal et partagé par l'ensemble de la société. Aujourd'hui, l'agriculture est réservée à quelques-uns et il faudrait permettre que l'agriculture devienne aussi horizontale, un bien commun et partagé par le plus grand nombre.

Arnaud PAILLARD : Pour réconcilier ces deux projets, Laure PLANCHAIS, vous parliez des initiatives prises à Lyon. Pourriez-vous nous en dire plus là-dessus, dans une espèce de vision optimiste, de réconciliation entre ces deux visions et qui nous servira peut-être de conclusion ?

Laure PLANCHAIS : Le Grand Lyon a mis en place des outils de planification. Cela fait partie des outils. Il y a l'urbanisme de projet et aussi l'urbanisme de planification. Nous héritons du zoning qui, malgré tout, est utile, et nous avons mis en place plusieurs outils. Je suis désolée, je vais vous bombarder d'acronymes. A l'est de Lyon, vers l'aéroport Saint-Exupéry, il y a la plaine des Chères qui est sous une pression urbaine très forte. Plusieurs outils ont été mis en place : les PENAP (Périmètre de Protection et de mise en valeur des Espaces Naturels et Agricoles Périurbains), les ZAP (Zones Agricoles Protégées), les PIG (Projet d'Intérêt Général) et les DTA (Directive Territoriale d'Aménagement).

Arnaud PAILLARD : Ça marche ?

Laure PLANCHAIS : Ça marche sans empêcher complètement l'urbanisation. Il y a effectivement un dialogue entre agriculteurs et urbanistes sur la question du projet de territoire, puisqu'il s'agit d'avoir un projet de territoire commun et qui ne soit pas un projet de territoire hérité du PLU ou du SCOT.

Arnaud PAILLARD : Du côté des architectes, nous venons de dire le dialogue entre le projet urbain et le projet agricole pourrait être la solution. Comment les architectes dialoguent-ils avec les agriculteurs ?

Anouk LEGENDRE : Les agriculteurs et les pisciculteurs sont de nouveaux partenaires avec qui nous concevons directement des projets. La ville aussi constitue une formidable opportunité pour les agriculteurs puisqu'ils peuvent distribuer directement aux consommateurs. Cela permet d'avoir une meilleure qualité de produits, notamment en termes de fraîcheur, d'augmenter les revenus des agriculteurs qui ne sont pas toujours extraordinaires, de valoriser les cycles courts.

Arnaud PAILLARD : Dialoguez-vous avec les agriculteurs avant de produire un bâtiment ?

Anouk LEGENDRE : Oui. La nature du projet architectural a changé car maintenant nous faisons des projets qui sont avant tout programmatiques et urbains. Nous faisons des serres de cultures, des espaces de pisciculture. Ce n'est plus vraiment de l'agriculture, c'est du vivant dans la ville. Cela amènera aussi de nouvelles typologies. Par exemple, à Tokyo, il existe un immeuble de bureau dans lequel sont cultivés des fruits. C'est un peu pour le fun, c'est une agence de communication. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont créé des jardins d'intérieur permettant d'avoir des bureaux beaucoup plus épais. L'expérience fait des petits. Les énergéticiens sont en train de se lancer dans l'agriculture hors-sol parce qu'ils ont une énergie à réutiliser. Cela va changer des choses. De nouveaux acteurs apparaissent et cela va bouleverser la donne.

Arnaud PAILLARD : C'est peut-être le soubresaut de quelque chose qui va arriver ? Une tendance lourde.

Anouk LEGENDRE : Avec « Réinventer Paris » et « Réinventer la Métropole », je pense qu'on va voir arriver des choses vraiment différentes. Les « Parisculteurs » sont des start-ups, de jeunes associations, qui occupent de petites parcelles. Cependant, au niveau de la Métropole, il existe maintenant de grandes parcelles. De grands maraîchers ou des partenaires de la distribution des fruits et légumes commencent à s'y intéresser parce que cela devient une échelle rentable.

Arnaud PAILLARD : La Ville de Paris vient de lancer, il y a quelques semaines, un appel à projets pour cultiver le toit du projet de la Chapelle Internationale, le centre fret construit par SOGARIS et la Mairie de Paris. C'est une surface de 7 500 m², ce qui représente des parcelles agricoles intéressantes. Faire pousser des légumes sur des toits commence à être un vrai modèle économique. Y a-t-il des questions dans la salle ?

De la salle : Je m'appelle Alex, je suis un Zadiste, entre autres. J'ouvre aussi des squats pour loger des sans-papiers et des personnes précaires.

Nous faisons de l'occupation des sols à Notre-Dame-des-Landes, au triangle de Gonesse, des endroits comme ça, pour empêcher l'étalement urbain ou des projets jugés destructeurs pour les ressources économiques et les perspectives d'avenir pour l'humanité, notamment le problème des zones humides, du renouvellement des nappes phréatiques, la lutte contre le dérèglement climatique, etc. Je suis un peu triste quand je vous entends parce que j'ai l'impression que vous n'êtes pas les chefs d'orchestre. On entend les professionnels et on discerne que, finalement, vous suivez la cadence qui vous est imposée par VINCI, les grands groupes et les politiciens qui leur sont acquis. A mon sens, on a l'impression que vous avez vraiment envie de croire en un changement qui aura lieu. Je ne sais pas si vous avez lu le livre de Bruno LATOUR qui vient de sortir et qui dit que le monde ne changera pas, que nous sommes des insensés et des fous qui iront jusqu'au bout de notre folie en détruisant les paysages. Qu'en pensez-vous ? Etes-vous effectivement des spectateurs comme nous, mieux renseignés et qui nous dessinent des beaux dessins sur un mur, pendant que les derniers espaces et les dernières nappes phréatiques sont détruits ? On a 70 % des nappes phréatiques en France qui sont en deçà des niveaux, une crise jamais vue. Tous les signaux sont au rouge, richesse des plus riches, pauvreté des plus pauvres, destruction des terres arables.

Arnaud PAILLARD : Peut-on changer le système en étant dans le système ? Peut-on changer la consommation frénétique de terres agricoles en étant soi-même acteur de la production urbaine ? Je ne sais pas pour qui est cette question. Qui aimerait y répondre ? Est-il possible de faire la différence en termes de lutte contre le réchauffement climatique de densification en étant soi-même acteur de la production urbaine ?

Rémi JANIN : Je répondrai en tant qu'agriculteur, avant tout sur ces questions du sol. Les questions qui se posent aujourd'hui quant aux projets nourriciers sont celles du pilotage, de la maîtrise et du partage. Même sur des questions d'agriculture urbaine, nous voyons bien aujourd'hui que de grands groupes reprennent certains projets. Il me semble qu'il est beaucoup plus souhaitable que la société civile porte ces projets, ces transitions agricoles. Vers Roanne, nous nous organisons entre agriculteurs biologiques et habitants de ce territoire, pour porter un projet, un regard sur la ville, sur les sols nourriciers et en proposant des solutions alternatives. Par exemple, il y avait un projet de 120 hectares d'une zone d'activité sur des sols très fertiles et nous avons proposé d'en faire un parc agricole, d'installer des agriculteurs biologiques et d'utiliser des sols pollués pour installer d'éventuelles entreprises. Pour moi, c'est d'abord la société civile qui doit proposer des choses. Les habitants doivent être les premiers acteurs. Ce n'est pas simple, il existe d'autres acteurs difficiles à contrer. Aujourd'hui, nous savons que les aides en faveur du maintien de l'agriculture biologique sont remises en cause et que la parole du citoyen reste extérieure. Le dialogue manque cruellement quant à la PAC : comment est-elle orientée ? A qui est-elle destinée ? Quelle forme nourricière souhaitons-nous ? Quels paysages ? Quels espaces ? C'est compliqué de tenir cette position mais il me semble que les projets doivent être partagés et impliquer les habitants du territoire.

Arnaud PAILLARD : Augustin ROSENSTIEHL, comment fait-on quand on est architecte et qu'on doit changer le monde ?

Augustin ROSENSTIEHL : Je dirais que notre posture, aujourd'hui, est de dire que ce n'est plus la carte qui doit nous orienter pour concilier ces activités sur le territoire. C'est ce que dit Bruno LATOUR. C'est un travail collectif que nous devons mener ensemble. Je crois qu'il ne faut pas non plus qu'on caricature le bâtiment comme un outil qui va à l'encontre du vivant. C'est une fonction essentielle.

Arnaud PAILLARD : Surtout si on densifie, comme sur les projets que vous portez. Est-ce qu'il y a d'autres questions ?

Anouk LEGENDRE : Je veux bien répondre à la question. Nous essayons tous autour de la table de faire changer les choses. Elles finissent par changer et nous pouvons le voir sur l'échelle du temps puisque des projets qui paraissaient fous il y a 5 ans sont presque devenus standards aujourd'hui. Chaque expérience nous permet d'avancer d'un pas. Effectivement, les grands groupes immobiliers sont en train de changer d'attitude. Ce n'est pas par bonté d'âme ou parce qu'ils ont découvert que la nature existait. Ils y sont forcés par la société civile, à travers les politiques, par les demandes, par les réglementations. Autrement, nous serions toujours dans le même produit financier. La société civile se mobilise, les générations changent et donc, les gens aussi. Les politiques seront obligés de suivre.

De la salle : Jean-Pierre THIBAUT, collectif « Paysages de l'après-pétrole ». Nous sommes un collectif d'une cinquantaine personnes, d'origines diverses, dont un membre éminent se trouve à la tribune, Rémi. Je voulais évoquer une autre référence en matière d'agriculture de demain : SOLAGRO, un groupe d'agronomes de Toulouse, a fait des scénarios pour voir comment on peut se nourrir en 2050. Ça s'appelle AFTERRRES 2050. C'est extrêmement intéressant parce que ça montre que la solution est de deux ordres. Il faut, en premier lieu, changer nos habitudes alimentaires, donc d'être le changement que nous voulons pour le monde en matière de consommation. En second lieu, il faut employer de meilleures recettes agronomiques, tout ce qui marche et qui existe aujourd'hui. Tout ceci reste un peu théorique et ils ont souhaité rendre ça tangible, visible, par le dessin de ce que ce scénario AFTERRRES 2050 pourrait donner dans l'espace. Cela s'intitule les campagnes d'AFTERRRES 2050. Trois grandes fresques ont été dessinées par 3 jeunes paysagistes membres du collectif.

Arnaud PAILLARD : Quelle est votre question ?

De la salle : De quelle manière peut-on rendre appétant ce paysage que nous voulons pour les années futures en matière d'agriculture ? De même que nous n'attrapons pas les mouches avec du vinaigre, les gens n'adhéreront à ce projet agricole que si la dimension de la beauté est clairement affirmée. Qu'en pensez-vous ?

Arnaud PAILLARD : Comment imaginer le paysage agricole du futur ?

Laure PLANCHAIS : Je vous remercie de parler d'appétence, parce qu'excusez-moi, mais l'hydroponie n'est pas très appétissante. Je milite pour la pleine terre car je trouve que les tomates et les salades en pleine terre, pour peu qu'elles aient eu suffisamment de soleil, sont quand même bien meilleures.

Augustin ROSENSTIEHL : Après, la pleine terre peut déménager. Les maraîchers du 19^e siècle déménageaient avec leur terre.

Laure PLANCHAIS : Oui, je sais.

Augustin ROSENSTIEHL : On a cultivé dans les douves, sur les toits. Dans l'histoire, on a cultivé en pleine terre partout. C'est pour ça aussi que je pense qu'on est à un moment où on essaie de comprendre comment régénérer des sols et comment fabriquer de la terre arable vivante. On connaît encore relativement peu ce problème, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Encore une fois, cette terre se bouge.

Arnaud PAILLARD : Allez-y.

Rémi JANIN : Il faut être vigilant : il ne faudrait pas que des projets d'agriculture urbaine, des projets hors-sol se développent aux dépens des sols fertiles qui certains ont mis des millénaires à se former. C'est une complexité que nous aurons beaucoup de mal à reproduire. Il faut avoir un regard d'économie du sol, de sa vraie valeur. Aller bâtir sur les sols *a priori* moins fertiles. Nous pourrons ensuite atteindre un projet nourricier conforté avec d'autres systèmes complémentaires, qui ne seront pas contraires à ces principes-là.

Augustin ROSENSTIEHL : C'est évident. En même temps, aujourd'hui, les sols les moins fertiles d'Île-de-France sont ceux où il y a la biodiversité la plus riche.

Laure PLANCHAIS : Il ne faut pas mélanger tous les débats car biodiversité et agronomie des sols sont deux sujets différents. Je rappelle juste que les arbres sont tributaires d'un arrosage et être sur des bâtiments les fragilise. J'ai beaucoup de mal à voir la végétation sous perfusion, j'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer là-dessus et l'avantage d'un arbre qu'on plante au sol naturel, par rapport à un arbre sur une terrasse, c'est que le jour où il y a un problème, l'arbre est extrêmement fragile et peut mourir quasiment du jour au lendemain. Alors que, planté en pleine terre sur une rue, il se débrouille tout seul, et pour moi, la nature, c'est ça. C'est comment les végétaux arrivent à se débrouiller à peu près tout seul, sans nous.

Arnaud PAILLARD : Le projet 1 000 arbres de « Réinventer Paris » ne vous sied pas vraiment. La question du paysage et de l'appétence pour le paysage fait la transition avec le prochain débat, qui est sur la permaculture. Je vous remercie d'avoir suivi ce débat et je vous souhaite une bonne continuation de biennale. Merci à tous.

LA SÉANCE EST LEVÉE À 16 HEURES 16

